

# Revue de presse

## 19/01/2009

**FRANCE** ACTU RÉGIONS

France Actu Régions - Ouest France  
Normandie  
Lundi, 19 janvier 2009

Nicole Ameline : « Les jeux ne sont pas faits »

Trois questions à...  
Nicole Ameline,

la députée de la Côte fleurie, candidate aux régionales

face au sénateur ornais Alain Lambert.

Chef de file ou tête de liste : vous êtes candidate à quoi ?

Il faut être clair : ces primaires à l'UMP doivent désigner la tête de liste aux régionales. Les militants auront à répondre à deux questions. Qui est en mesure de porter une image nouvelle dont la région a besoin ? Qui peut incarner l'avenir et porter des ambitions en phase avec les nouveaux enjeux de la société ? Pour la première fois, les militants sont libres de leur choix. Les jeux ne sont pas faits.

Qu'est-ce qui vous différencie de votre adversaire, Alain Lambert ?

Notre positionnement sur les sujets de société et notre vision de l'avenir de la région. La mienne est axée sur l'innovation industrielle et sociale. J'ai une plus grande expérience régionale car je suis restée, moi, à la région, pour défendre nos intérêts. Je suis une femme engagée, qui peut apporter quelque chose de moderne dans la façon de penser et de gérer la région. La confiance de nombreux militants, notamment les jeunes, me conforte dans ma démarche de conquête.

Comment va s'organiser votre campagne ?

J'irai voir les militants pour leur dire que chacun sera responsable de notre victoire et que nous porterons tous le projet. Je veux engager une dynamique de terrain face à l'appareil politique. C'est la démocratie qui l'emportera dans ces primaires.

Avec l'aimable autorisation de  **ouest france**

Le Figaro, no. 20052  
Le Figaro, samedi, 17 janvier 2009, p. 4

France

Basse-Normandie : deux anciens ministres en lice  
Alain Lambert et Nicole Ameline sont candidats à l'investiture pour les régionales.

Beuve, Jean-Pierre

APRÈS des mois d'hésitations, deux anciens ministres normands se sont déclarés, dimanche dernier, candidats au poste de tête de liste de l'UMP aux régionales en Basse-Normandie, région conquise par la gauche en 2004. Alain Lambert, 62 ans, sénateur et président du conseil général de l'Orne, a, dimanche, précédé de quelques heures Nicole Ameline, 56 ans, député de Honfleur-Deauville, chef de file de l'opposition UMP au conseil régional.

Les partisans du sénateur de l'Orne ont dégainé les premiers avec un ordre de mission : « Régionales 2010 : donnons mandat à Alain Lambert pour préparer les élections. » Dès le 1

septembre, une partie des députés et sénateurs UMP s'étaient réunis à Saint-Lô pour se pencher sur les élections régionales. Lambert y faisait figure de candidat favori.

Le cercle des soutiens à Alain Lambert, sarkozyste historique tendance indépendant, s'est depuis élargi à un grand nombre de parlementaires UMP : sept députés, deux sénateurs de la Manche, dont Jean-François Le Grand, et neuf conseillers régionaux sortants sur douze. Distinguant les notions de chef de file et de tête de liste, les partisans de Lambert souhaitent que lui soit confiée une « mission préparatoire pour bâtir le projet et fixer le mode de sélection des candidats. Il correspond au profil le plus approprié, au regard de ses attributions antérieures et actuelles. »

Alain Lambert se dit prêt à élaborer le projet régional en allant au-delà du parti majoritaire : « Il faut dialoguer avec le Nouveau Centre, le MoDem et les socioprofessionnels. » Le MoDem réplique que la candidature de Lambert est loin de « faire preuve de renouvellement et de rajeunissement ».

« Pas d'ambiguïté »

Le sénateur de l'Orne dit « étudier » sa candidature à l'élection cantonale partielle de Putanges prévue en février après la démission du titulaire. Une solution qui assurerait à l'ancien ministre un siège plus sûr que celui dont il dispose actuellement. En 2004, il a arraché Alençon-3 à la gauche avec seulement 16 voix d'avance. Or, depuis, en 2008, la mairie d'Alençon est passée à gauche.

Face aux soutiens dont dispose d'emblée son concurrent, Nicole Ameline, chiraquienne devenue sarkozyste, paraît isolée mais reste déterminée : « Il n'y a pas d'opposition entre les candidatures. Mais pour moi, pas d'ambiguïté, le chef de file

doit être tête de liste. » Et de demander un plan de relance en faveur de l'automobile et du BTP ainsi que des progrès pour le réseau ferroviaire. L'action régionale reste-t-elle la seule carte de Nicole Ameline ? Quel que soit le résultat du vote interne à l'UMP, un autre candidat à la tête de liste reste disponible. Philippe Augier, 59 ans, maire de Deauville, centriste sans parti, fait le pari que l'UMP ne pourra truster toutes les têtes de liste aux régionales.

Avec l'aimable autorisation de **LE FIGARO**



France Actu Régions - Ouest France  
Orne  
Samedi, 17 janvier 2009

Alain Lambert se prononce dans une semaine

Une question de calendrier : quand comptez-vous prendre votre décision de candidature ou non de conseiller général du canton de Putanges ?

Je ne me suis jamais présenté à une seule élection sans avoir été sollicité. Je le suis pour Putanges comme pour les élections régionales. Mais je ne prends jamais de décision seul, c'est donc à l'issue d'une consultation sur le terrain que je me déterminerai, sans doute sous une semaine.

Sur la motivation : pourquoi Putanges plus qu'Alençon ? Le canton de Putanges n'a-t-il pas plus largement voté à droite lors des dernières cantonales que Alençon ?


Avant de chercher des motifs politiques voyons d'abord l'intérêt général. Ce canton est sans conseiller général. Ce n'est tout de même pas de ma faute. En revanche, il n'est renouvelable que dans 5 ans, c'est à dire en 2014, il offre donc au président du conseil général, si sa majorité le lui demande, une visibilité et une stabilité sur une durée longue qui permet de mener à bien des projets lourds tels les routes qui doivent relier les bassins économiques aux échangeurs autoroutiers. Dois-je ajouter que c'est justement en 2014 que la réforme des élections au conseil général interviendra. Ce sera le moment où la survie des départements face aux régions sera en cause. Les Ornais peuvent considérer de leur intérêt d'avoir un président ayant de l'expérience et reconnu tant à Paris qu'à Caen. Il ne leur est sûrement pas indifférent de savoir ce qu'il adviendra de leur département. Je leur souhaite d'avoir à leur tête celui ou celle qui sera le mieux placé pour défendre leurs intérêts et construire leur avenir.

Sur la démarche : une telle candidature sera-t-elle comprise par les électeurs ? Ne risque-t-elle pas d'être assimilée à de l'opportunisme politique ? Si vous êtes candidat, comment l'expliquez-vous ?

Les électeurs privilégient souvent leur intérêt aux arrières pensées politicardes. Et ils ont bien raison. Les habitants du canton de Putanges avaient jusqu'ici comme élu un vice président du conseil général, ils peuvent avoir envie d'avoir maintenant le

président, non pas pour des motifs politiques mais pour la réussite de leurs projets. Pour ma part, je n'ai jamais cherché la facilité en matière électorale. On m'a plutôt chaque fois envoyé au charbon sur des scrutins difficiles. Un canton de gauche en 1985. Une mairie de gauche en 1989, un canton de gauche en 2004, et maintenant on me sollicite pour une région de gauche en 2010. Vous appelez cela de l'opportunisme ... pour moi c'est plutôt de l'apostolat !

Eric de Grandmaison.

Avec l'aimable autorisation de 



Ouest-France

Normandie, samedi, 17 janvier 2009, p. 7

Orne

« Lambert candidat ? Tant mieux ! »

Alain Lambert a présenté ses vœux au canton Alençon 3, hier soir, à la halle aux Toiles devant une salle comble. Était-ce la dernière fois ? Devant les élus, les représentants d'associations et ses amis politiques, le président du conseil général a donc confié (lire ci-dessus) qu'il réfléchissait à une éventuelle candidature à la cantonale partielle de Putanges. Lâchant notamment cette phrase : « Je vous rappelle que je ne vous abandonne pas, puisque même élu, peut-être, ailleurs, je reste le président du conseil général de tous les Ornais. »

Une possibilité de candidature qui n'inquiète pas les électeurs d'Alençon 3. « Mais pourquoi ne serait-il pas candidat ?, lâche Thérèse, appuyée sur sa canne. C'est un homme sincère. » Un peu après, c'est un monsieur qui dit : « Lambert ? Il a le même âge que moi. S'il est encore candidat tant mieux ! »

Après un extrait de la pièce « Bistrot » interprété par la compagnie alençonnaise Bleu 202 et le discours d'Alain Lambert, les invités se sont tranquillement dirigés vers le buffet.

Vincent COTINAT.

Avec l'aimable autorisation de 



Ouest-France

Normandie, samedi, 17 janvier 2009, p. 7

Consensus mou autour de la réunification

D'accord sur « le fond », les grands élus le sont moins sur la méthode et les détails d'une éventuelle fusion entre les deux régions normandes. Du coup, ils n'ont pas signé de communiqué commun.

« Tous, nous sommes d'accord sur la réunification normande », assure Laurent Beauvais, président de la région bas-normande et organisateur de la rencontre. Comment y arriver ? Première ligne de fracture entre droite et gauche. Les élus socialistes ne veulent pas entendre parler « d'une décision imposée par la loi ». Ils souhaitent écrire ce préalable noir sur blanc. Les sénateurs de droite ne sont pas chauds. Un communiqué commun ne verra pas le jour.

Le diable est dans le détail, c'est bien connu. Les neuf participants de la « conférence des exécutifs » l'ont encore vérifié hier à Caen. D'accord sur l'essentiel, les cinq élus de gauche et quatre de droite font dans le consensus mou.


Référendum ou pas ?

Autre sujet longuement débattu : le référendum. Quelle question ? Quand ? Philippe Duron, député-maire de Caen, assure que les « Bas-Normands ont une vision affective, historique, mais sont rarement conscients des enjeux, sans parler du choix de la capitale. Il y a un gros besoin d'information, à l'évidence. 800 personnes ont téléchargé le rapport sur la fusion disponible sur Internet. C'est peu. »

Sous l'oeil attentif d'un Alain Lambert bien silencieux au cours du point-presse, Jean-François Le Grand, président du conseil général de la Manche, demande « un débat largement documenté. Il s'agit de bien établir le distinguo entre province et régions administratives. »

Autre préalable à gauche, « le maintien du mode de scrutin actuel ». Par ailleurs, Bernard Cazeneuve, député-maire de Cherbourg, réfute « l'idée d'une éventuelle fusion entre départements et région. Cela affaiblirait la région. » En revanche, l'idée d'une « expérimentation » semble faire l'unanimité. Mais, que met-on dans ce vocable ? Quant au calendrier, les élus unanimes renvoient la balle. « Pas d'urgence ! Et que veut l'État, nous ne le savons pas ! » Relancée par Nicolas Sarkozy en novembre lors de l'assemblée des maires de France, la réunification de la Normandie ne se règle pas en une phrase.

Jean-Jacques LEROSIER.

Avec l'aimable autorisation de  ouest france



Ouest-France


Normandie, samedi, 17 janvier 2009, p. 9

Orne; Alençon

Un GPS pour les électeurs

Il est passé par ici, il repassera par là. Il se dit de plus en plus sérieusement qu'Alain Lambert sera candidat à la cantonale partielle de Putanges. Élu conseiller municipal de Saint-Céneri en 2006, il avait été élu conseiller général d'Alençon en 2004 avec

seulement 25 voix d'avance. Ses électeurs vont devoir s'acheter un GPS pour réussir à le suivre.

Avec l'aimable autorisation de 



Ouest-France

Normandie, samedi, 17 janvier 2009, p. 16

Orne; Putanges-Pont-Écrepin

[Le président du conseil général, Alain Lambert était en visite dans le canton de Putanges, jeudi après-midi.]

Le président du conseil général, Alain Lambert était en visite dans le canton de Putanges, jeudi après-midi. À cette occasion, il a rencontré Jacques Martineau, maire de Putanges Pont-Ecrepin, et Monique Guibout, présidente de la communauté de communes du Val d'Orne, avec lesquels il a fait le point sur les projets en cours.

Après la nomination d'Amaury de Saint-Quentin comme préfet de l'Ardèche, Alain Lambert souhaite, en tant que président du département, assurer la continuité des dossiers et des travaux initiés par son vice-président. Cette réunion de travail s'est prolongée au restaurant du Lion Verd en compagnie des maires du canton.

Les échanges ont notamment permis d'évoquer les grands projets du département de l'Orne pour les années à venir, ainsi que les priorités sur lesquelles le conseil général souhaite s'engager pour le développement du canton.

La succession d'Amaury de Saint-Quentin a sans doute été abordée, afin de savoir qui sera celui ou celle le mieux placé pour défendre les intérêts des habitants du canton.

Avec l'aimable autorisation de 



AFP Infos Françaises

Politique, vendredi, 16 janvier 2009 - 17:21

Pour les Bas-Normands, Caen doit rester capitale de la Normandie réunifiée

CAEN - La région de Basse-Normandie (PS), ses trois départements (UMP) et ses cinq principales agglomérations veulent bien d'une fusion entre Basse et Haute Normandie, à condition que Caen reste la capitale de la nouvelle entité, selon la région Basse-Normandie.

"Apparemment le consensus est complet sur le principe même" de la fusion des deux régions, a déclaré Laurent Beauvais, le président PS de la région, à l'issue d'une conférence associant les présidents UMP des conseils généraux du Calvados, de la Manche et de l'Orne, les présidents PS des communautés urbaines de Caen,

Cherbourg, Alençon et Flers et le président UMP de la communauté urbaine de Saint-Lô.

Mais "nous pensons qu'il faut que la capitale soit Caen parce que c'est le seul de moyen de préserver un équilibre entre deux territoires qui pour l'instant sont inégaux en puissance. Ce serait un moyen, de rééquilibrer", a ajouté le président UMP du conseil général de l'Orne Alain Lambert.

Les autres conditions posées ne sont pas partagées par tous: consulter la population par référendum, un impératif pour la gauche et une partie de la droite comme l'ancien ministre délégué au Budget, et un mode scrutin proportionnel, également incontournable pour la gauche.

Le gouvernement qui prépare une réforme des collectivités, compte soumettre "avant l'été 2009" au Parlement les conclusions de la commission Balladur sur la simplification de l'organisation territoriale française.

Avec l'aimable autorisation de 